

Réfléchir à une nouvelle fiscalité locale

En guise d'introduction, Alain Belviso a donné l'éclairage d'un élu (PCF) et d'un responsable d'agglomération, « fortement concerné par les réformes de la fiscalité locale ». Il a rappelé à l'assemblée que 75% des investissements publics provenaient des collectivités locales en France et qu'elles jouaient un rôle primordial dans l'accueil des entreprises. Donc de l'emploi mais aussi dans tous les domaines qui l'entourent : l'aménagement des transports, la création de logements... « Cette place du service public dans les collectivités est un des derniers remparts contre la marchandisation générale de services tels que le traitement des déchets ou la gestion de l'eau. Il est important non seulement qu'elle survive mais qu'elle se développe », a-t-il estimé.

La mort de l'action publique locale

Le président de l'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est fait ainsi le porte-parole des élus locaux en rapportant leur inquiétude face à « deux menaces » d'envergure : d'une part le projet de loi Hortefeux et d'autre part la réforme de la taxe professionnelle. « La capacité d'intervention locale c'est aussi le développement du lien entre entreprise et territoire. La réforme des collectivités locales est dangereuse car c'est un véritable coup de force contre la démocratie locale avec disparition des communes et assujettissement des collectivités à la seule politique d'Etat », s'est encore alarmé Alain Belviso. Et de pour-

suivre : « Le résultat est une vision du territoire scindé en mégapoles et en déserts socio-économiques avec la création de mastodontes administratifs inaccessibles pour le citoyen mais unique interlocuteur des groupes marchands. Face à ce projet, les résistances sont fortes, du coup le gouverne-

A l'occasion des Assises sur les enjeux des financements et de l'intervention publique, organisées par la CGT, Michel Vauzelle, Alain Belviso, Jean-François Bigay et Jean-Christophe Le Duigou sont venus livrer à Aubagne, leurs impressions sur le sujet.

Compte rendu

Frédéric Dutilleul

ment a décidé de taper à la caisse avec la réforme de la taxe professionnelle qui représente 60% des recettes des collectivités. C'est la mort de l'action publique locale et de ce lien avec les entreprises. D'ores et déjà, on entend certains dire : pourquoi l'accueillerais des sociétés sur mon territoire si je n'en retire aucun bénéfice ? » Devant ce constat,

il a appelé syndicalistes, élus, citoyens et chefs d'entreprises à se mettre autour d'une table pour réfléchir à une nouvelle fiscalité locale.

Jean-François Bigay, président de la Mission de développement économique régional, est venu, lui, apporter son œil d'expert sur la crise. « La France serait comme un malade atteint d'une pathologie grave et qui, en plus, attraperait la grippe », a-t-il lancé à la salle. L'ancien président d'Eurocopter, a expliqué que non seulement notre pays s'appauvrisait inexorablement mais qu'en plus, la crise financière avait précipité ce phénomène. « La Bourse peut se relever, l'appauvrissement qu'elle a engendré, lui, persistera car les secteurs les plus touchés par le chômage, comme la sidérurgie ou l'automobile, ne bénéficieront pas de nouveaux investissements, ils seront tout simplement délocalisés », a-t-il prévenu. Pour l'expert, nous sortirons de la crise, lorsque le pouvoir public injectera des fonds en direction de ces populations sinistrées, en terme de formation, de refonte de l'économie et d'aide à l'emploi.

Créer des fonds régionaux

Un point de vue partagé par Jean-Christophe Le Duigou, responsable national de la CGT. « Cette crise a supprimé 1,5 million d'emplois, soit 5% de la main d'œuvre », assure le secrétaire de la CGT. Il propose la création de fonds régionaux pour que les entreprises puissent avoir, de nouveau, accès au crédit sans les impéra-

tifs de rentabilité des banques. « Tout l'argent doit retourner au développement économique, et là, l'intervention publique est cruciale, elle doit gagner la bataille du partage des richesses. Mais si on ne fait pas reculer les exigences du capital, on y arrivera pas » estime le syndicaliste.

Un capital devenu roi à la place du peuple, selon Michel Vauzelle (PS) président de la Région Paca, qui a appelé à la résistance et à la maîtrise de la mondialisation prédatrice des valeurs républicaines de notre pays. « Jamais à ce point, dans l'histoire du monde, s'est posée cette question de la régulation, a-t-il déclaré, et cette résistance incombe aux élus locaux. Pourquoi laisser les mots Liberté, Egalité et Fraternité sur le fronton de nos mairies, si ces paroles ne sont plus garanties dans nos écoles ou à l'hôpital », s'interroge le président de la Région. Dénonçant des pratiques financières malhonnêtes, il a lui aussi préconisé la création d'un pôle financier public au service des entreprises, des ménages et des associations. S'il a avoué que la tâche serait difficile face à un état qui réduit les ressources des collectivités de façon drastique, il reste confiant dans la riposte populaire. « Il me semble se dessiner de façon de plus en plus grande une véritable défense citoyenne contre la politique du chef de l'Etat et de l'Europe libérale », s'est-il réjoui.

Une défense dont fait d'ailleurs partie, aujourd'hui ce débat, et demain la votation sur la privatisation de La Poste.